MIGRANTS : EUROPE, RÉVEILLE-TOI !

ÉDITORIAL

La chancelière Merkel et le président Hollande ont été bien inspirés d'ajouter la question des réfugiés à celle de l'Ukraine au menu de leurs entretiens, lundi 24 août à Berlin. Il n'est pas aujourd'hui de crise plus pressante, plus dramatique ni plus lourde de menaces pour la stabilité de l'Europe que celle qui se déroule à nos frontières depuis près de deux ans. Sous nos yeux, mais sans que nous ayons voulu voir qu'elle s'aggravait de mois en mois.

Angela Merkel et François Hollande ne vont pas, bien sûr, résoudre cette crise à eux deux, pas plus que les quelques mesures annoncées par les ministres de l'intérieur britannique et français, le 20 août, n'apportent une solution à la « jungle » de Calais. Mais ils peuvent, et doivent, ensemble, lancer enfin l'appel à la mobilisation générale dont l'Union européenne a cruellement besoin pour comprendre qu'il faut d'urgence changer de paradigme sur ce dossier.

Débordées, l'Italie puis la Grèce crient au secours depuis longtemps – en vain. A Bruxelles, la Commission européenne prêche dans le désert. Tardivement mais clairement, l'Allemagne a, ces derniers jours, pris la mesure des choses et le fait savoir. Mme Merkel a évoqué une crise potentiellement bien plus grave pour l'UE que celles de l'euro ou de la dette grecque. Son ministre de l'intérieur, Thomas de Maizière, a annoncé le chiffre record de 800 000 demandeurs d'asile cette année pour son pays, quatre fois plus que l'an dernier. L'Allemagne, a-t-il dit, va s'organiser en conséquence, mais il faut impérativement *« des solutions européennes »*. Dimanche, le vice-chancelier Sigmar Gabriel et le ministre des affaires étrangères Frank-Walter Steinmeier, deux figures importantes du Parti social-démocrate, ont appelé à une répartition plus équitable des réfugiés entre Etats membres de l'UE et plaidé pour la création d'un *« code d'asile européen »*.

Berlin tire le signal d'alarme et propose des pistes. Paris n'en est encore qu'à constater, comme l'a fait Laurent Fabius, le ministre des affaires étrangères, dans un entretien publié par *Le Journal du dimanche*, qu'il s'agit d'une *« crise considérable et qui va durer »* – doux euphémisme. Londres fait mine de ne pas voir plus loin que le bout de l'Eurotunnel. Sans rougir, les pays d'Europe centrale ont adopté, eux, l'attitude proprement honteuse de commencer par refuser d'accueillir des réfugiés, puis de n'accepter que des chrétiens.

Ces réactions sont indignes de l'Europe, de son histoire et de son identité. Elles sont aussi dangereuses, comme le souligne le chef de la diplomatie italienne, Paolo Gentiloni, dans les colonnes du *Messaggero :* le risque de la poursuite du chacun-pour-soi est l'effondrement des accords de Schengen, qui garantit la libre circulation des personnes au sein de l'espace constitué par les vingt-six pays signataires. L'un des piliers de la construction européenne pourrait ainsi se trouver en péril ; la crise des migrants, résume M. Gentiloni, peut amener l'Europe *« à redécouvrir son âme ou à la perdre pour de bon »*.

Le moment est venu de répondre aux appels de Rome, de Bruxelles et de Berlin. La crise des migrants, avec ses deux composantes, celle des réfugiés politiques, qui doivent être accueillis dignement dans toute l'UE, et celle des migrants économiques, qui doivent être dissuadés d'entrer illégalement, est un défi de nature à transformer l'Europe. Humainement et politiquement, ne pas le relever serait désastreux. ■